

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
4ème Bureau

A R R E T E n° 92-Dir/1- **806**
autorisant l'extension de la carrière "La Gilbretièrre"
sur le territoire de la commune de LA FERRIERE par
la SA BONIN.

Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU le code minier, notamment son article 106, et la loi n° 70-1 du 2 janvier 1970 ;

VU le décret n° 79-1108 du 20 décembre 1979 relatif aux autorisations de mise en exploitation des carrières, à leur renouvellement, à leur retrait et aux renonciations à celles-ci et notamment son article 23 ;

VU la demande déposée le 4 octobre 1991 par M. Pierre BONIN agissant en qualité de président directeur général de la SA Carrières BONIN et sollicitant l'autorisation de procéder à l'extension de la carrière de La Gilbretièrre à LA FERRIERE ;

VU les plans et renseignements joints à la demande précitée;

VU les avis exprimés au cours de l'instruction réglementaire ;

VU les rapports et propositions de M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, région des Pays de la Loire ;

VU l'avis de la commission départementale des carrières dans sa séance du 1er juillet 1992 ;

Le demandeur entendu ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vendée ;

A R R E T E :

ARTICLE 1er - Les dispositions des arrêtés préfectoraux du 31 mai 1974 et n° 78-Dir/1-167 du 28 février 1978 autorisant M. BONIN Pierre de St André d'Ornay à LA ROCHE SUR YON, à exploiter à ciel ouvert une carrière de granit au lieu-dit "La Gilbretièrre" sur le territoire de la commune de LA FERRIERE sont annulées et remplacées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 - La SA Carrières BONIN est autorisée à exploiter à ciel ouvert une carrière de granit porphyroïde au lieu-dit "La Gilbretièrre" sur le territoire de la commune de LA FERRIERE.

.../...

Conformément au plan à l'échelle de 1/2 500e de la demande et dont un exemplaire restera annexé au présent arrêté, l'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles cadastrées section E, commune de LA FERRIERE n's :

- 129, 154
- 156 à 169 inclus
- 172 à 175 inclus
- 204, 205, 206, 208, 210, 211, 212, 214, 215, 217
- 219 à 224 inclus
- 634 à 637 inclus
- 650 à 652 inclus
- 692
- 745, 746, 748
- 750 à 756 inclus

pour une superficie totale de 26 ha 92 a 95 ca.

ARTICLE 3 - L'autorisation d'exploiter :

- est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la date de notification du présent arrêté. Elle ne pourra être poursuivie au-delà de ce délai qu'en vertu d'une nouvelle autorisation qui devra être sollicitée au moins six mois avant l'expiration de la validité de la présente autorisation ;
- est accordée sous réserve des droits des tiers. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du bénéficiaire de la présente autorisation et des contrats de forage dont il est titulaire ;
- ne concerne pas la réalisation des installations annexes telles que unité de traitement ou stockage des matériaux, construction de bâtiment... relevant d'autres réglementations (installations classées, permis de construire...).

ARTICLE 4 - Sans préjudice de l'observation des législations et réglementations applicables ainsi que des mesures particulières de police prescrites ou à prescrire notamment en application de l'article 84 du code minier l'exploitation sera conduite conformément aux dispositions suivantes :

- l'exploitation aura lieu en fouille et à sec, avec utilisation d'explosifs et d'engins mécaniques. Les matériaux seront traités sur place,
- l'excavation est limitée en profondeur a niveau - 75 m, le niveau 0 étant celui de la voie communale n° 10 de LA FERRIERE à Moulin Neuf au droit de l'entrée de la carrière (cote 57 m NGF),
- l'excavation est limitée comme suit pour le parcellaire énoncé à l'article 2 :

Partie nord du site (hameau de La Trotinnière)

. à 110 m de la limite nord des parcelles cadastrées n° 219, 220 et 224.

Partie sud du site

Aucune nouvelle extraction, à l'ouest d'une ligne rejoignant l'angle nord de la parcelle 204 à l'angle sud-ouest de la parcelle 206

.../...

Autres limites :

- 20 m de la voie communale n° 128
- 50 m de la limite des plus hautes eaux de la retenue de Moulin Papon
- 10 m de la limite du périmètre autorisé
- le périmètre de la carrière sera pourvu d'une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent pour interdire l'accès au site notamment aux endroits dangereux.

Pour cela, pour le 31 décembre 1992 :

- une clôture grillagée de 1,5 m de hauteur sera installée tout le long de la limite sud du site pour faire jonction avec les merlons végétalisés et plantés,
- au droit de l'entrée de la carrière, un portail résistant de 1,5 m de hauteur fermé à clé en dehors des heures d'exploitation sera installé,

Pour le 30 avril 1993 :

- les merlons présents en limite ouest du site (le long de la voie communale menant à La Trottnière) seront renforcés de façon à présenter à tout endroit une hauteur minimum de 4 m et une végétation appropriée. Au pied extérieur de ces merlons, une clôture grillagée ou un dispositif équivalent empêchera efficacement l'accès,

Pour le 30 septembre 1993 :

- une clôture grillagée ou équivalente de 1,5 m de hauteur sera installée sur toute la limite nord et nord-est du site pour empêcher l'accès. Des barrières spécifiques seront prévues pour l'accès aux parcelles cultivées, si nécessaire,
- la limite ouest sera pourvue d'une clôture efficace permettant le maintien des haies arbustives présentes,
- des panneaux signalant l'existence de la carrière et les précautions d'usage seront répartis judicieusement sur le pourtour du site,
- le pourtour de la carrière sera pourvue de merlons de protection végétalisés et plantés, modelés de hauteur minimum de 4 m et maximum de 8 m par rapport au niveau du terrain naturel. Les stocks de stériles respecteront les mêmes dispositions, ils seront aménagés et plantés dans leurs parties visibles ouest et sud.

.../...

- les stockages présents seront réhabilités dans les conditions suivantes :

. une étude, par un architecte paysagiste indépendant d'un fournisseur de végétaux, choisi en accord avec la D.R.I.R.E., sera fournie afin de définir le modelage des stockages en vue d'une intégration optimum dans le paysage de la zone considérée

Cette étude sera fournie à la D.R.I.R.E. pour le 1er novembre 1992 au plus tard.

. les stocks présents, au nord et à l'est du site seront remodelés dans les conditions définies par l'étude pour le 30 septembre 1993 et plantés pour le 31 décembre 1993. Pour cela, le stock situé sur les parcelles 219, 220 et 224 sera déplacé de façon à aménager un fossé de collecte des eaux en limite de propriété ainsi qu'une banquette accessible aux engins pour l'entretien des plantations. Cette banquette aura une largeur minimum de 5 m et sera créée à moins de 3 m au-dessus du niveau du sol.

- l'emploi des explosifs devra répondre aux prescriptions ci-après à compter du 31 décembre 1992

a) implantation des tirs de mines

Le positionnement des trous de mine sur le front de taille sera étudié et réalisé de façon à obtenir une utilisation optimum des explosifs.

La foration sera contrôlée en permanence par le mineur de façon à éviter les déviations de l'outil de forage.

A cet effet, la machine de foration devra être équipée d'un dispositif de mesure permanent des angles de foration.

Les tirs seront réalisés avec la technique des charges fractionnées sur des fronts de taille dont la hauteur maximum ne dépassera pas 15 m.

b) contrôles

A tout moment, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement peut faire effectuer une étude sismique par un organisme indépendant dont le choix sera soumis à son accord.

Les frais de cette étude seront supportés par l'exploitant.

- la production annuelle de la carrière n'excèdera pas 500 000 tonnes par an et ne descendra normalement pas au-dessous du cinquième de la production maximale indiquée ci-dessus.

- l'exploitation de la carrière ne devra pas faire obstacle à l'écoulement des eaux de ruissellement extérieures et des cours d'eau.

.../....

- si l'exploitation engendre des abaisssements de la nappe phréatique ayant pour conséquence le tarrissement de puits de riverains, l'exploitant devra aussitôt, à sa charge apporter les mesures compensatoires nécessaires (approfondissement des puits ou indemnisations correspondantes).

- les eaux d'exhaure seront préalablement décantées dans plusieurs bassins spécifiques équipés d'un décanteur déshuileur de façon que le rejet respecte une teneur maximale en MES de 30 mg/l et de 0,01 mg/l en hydrocarbures totaux (normes NFT 90203). Ces bassins seront aménagés en limite sud du site pour le 30 avril 1993).

A cette date, toutes dispositions seront aussi prises pour amener à ces bassins les eaux de ruissellement provenant des aires de circulation au droit de l'entrée de la carrière et des installations de traitement et des aires de nettoyage des engins de la carrière.

Les effluents sortant des deux bassins ci-dessus seront évacués par pompage vers la retenue de Moulin Papon, un contrôle trimestriel portant sur la teneur en MES et en hydrocarbures des eaux ainsi évacuées sera effectué par l'exploitant avec tenue des résultats dans un registre spécifique.

- les pompes d'évacuation des eaux d'exhaure de la carrière seront équipées d'un compteur totalisateur. L'exploitation procèdera au relevé hebdomadaire de ce compteur avec consignation des relevés dans un registre spécifique

- l'exploitation de la carrière ne devra pas être à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique et à la production agricole. A cet effet, la SA BONIN devra disposer d'une installation fixe d'arrosage des pistes principales par jets et d'une installation mobile d'arrosage des pistes secondaires pour le 30 avril 1993. Ces installations seront utilisées systématiquement lors des périodes sèches.

- la carrière sera exploitée de façon qu'elle ne puisse être à l'origine de bruits aériens susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, le niveau sonore maximum en limite de périmètre autorisé sera de :

- . 65 dB (A) de 7 h à 20 h
- . 60 dB (A) de 6 h à 7 h et de 20 h à 22 h
- . 55 dB (A) de 22 h à 6 h

ARTICLE 5 - Sous les mêmes réserves que celles fixées au premier alinéa de l'article précédent, la remise en état des sols sera effectuée conformément aux dispositions ci-après :

.../...

- la remise en état consistera à laisser inonder l'excavation après avoir taillé les parois maintenues aux distances réglementaires par rapport aux chemins publics et terrains riverains selon une pente n'excédant pas 70° sur l'horizontale. Les fronts de taille seront purgés à cet effet. Une surverse de la réserve d'eau ainsi constituée sera créée à la cote 55 m NGF avec un exutoire vers la retenue du Moulin Papon,
- le gradin supérieur sera aménagé de façon à recevoir une végétation arbustive et arborée naturelle. De la terre végétale sera régalée sur la banquette de façon à constituer un sol et à favoriser l'implantation de végétaux,
- l'ensemble des merlons plantés en périphérie du site d'extraction seront conservés,
- les stockages de stériles végétalisés seront conservés,
- la zone où sont implantées les installations de traitement et de stockage des matériaux verra :
 - . le démontage des installations,
 - . la suppression des aires de stockage de matériaux avec :
 - * scarification de la zone pour recréer une perméabilité de la frange de matériaux compactés par le roulage des engins,
 - * épandage de la terre végétale et des matériaux aréniques stockés en merlon pour reconstituer un terrain à structure propice à une remise progressive en culture,
- l'ensemble du chantier devra être débarrassé de tous déchets de carrière, ferrailles, objets hétéroclites ou vestiges d'installations,
- les zones dangereuses seront pourvues d'une clôture solide et efficace afin d'en interdire l'accès, la clôture périphérique prescrite pendant l'exploitation sera conservée et renforcée si besoin est.

ARTICLE 6 - En fin d'exploitation, ou s'il est envisagé d'arrêter les travaux, et quatre mois avant la fin de la remise en état des lieux, le bénéficiaire de la présente autorisation est tenu d'en faire la déclaration au préfet dans les conditions fixées par l'article 36 du décret n° 79-1108 du 20 décembre 1979.

ARTICLE 7 - Le présent arrêté sera notifié au demandeur. Il sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Un extrait en sera publié aux frais du demandeur, dans un journal régional ou local diffusé dans tout le département et affiché par les soins du maire de LA FERRIERE.

.../...

ARTICLE 8 - Ampliation de cet arrêté sera adressée au :

- maire de LA FERRIERE,
- maire de DOMPIERRE SUR YON,
- directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, région des Pays de la Loire,
- directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- directeur départemental de l'équipement,
- directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- architecte des bâtiments de France,
- commandant de la 3ème région militaire, quartier Margueritte, rue Garigliano, 35998 RENNES,
- M. le directeur régional de l'environnement, 93 rue de La Bastille, BP 1015, 44036 NANTES CEDEX.

ARTICLE 9 - Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le maire de la commune de LA FERRIERE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le **20 JUIL. 1992**

Le préfet,

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général,


Jean-François BLOC

POUR AMPLIATION
Le Chef de Bureau




Yves CHARLES